

PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION des RELATIONS avec les
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
et du CADRE de VIE
Bureau de l'environnement

Installation classée
soumise à autorisation n° 5343

Pétitionnaire :
Entreprise Patrick GESSET

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 2000.1. 1041

portant mise en sécurité d'une installation classée

Le Préfet du Cher, chevalier de la Légion d'honneur,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau,

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

VU le décret du 20 mai 1953, modifié notamment par le décret du 7 juillet 1992, les décrets n° 93-1412 du 29 décembre 1993, n° 96-197 du 11 mars 1996, n° 97-1116 du 27 novembre 1997, n° 99-1220 du 28 décembre 1999 et n° 2000-283 du 30 mars 2000 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes constituant la nomenclature des installations classées par l'effet de l'article 44 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée,

VU le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées,

VU le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques,

VU le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 susvisée et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation,

VU l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances,

VU l'arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance des installations classées,

.../...

VU les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés,

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié par les arrêtés du 17 août 1998 et 14 février 2000 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU les arrêtés du 28 janvier 1999 relatifs aux conditions de ramassage et d'élimination des huiles usagées,

VU la circulaire ministérielle du 3 avril 1996 relative à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité,

VU la circulaire ministérielle du 31 mars 1998 relative aux sites pollués,

VU le plan régional d'élimination des déchets autres que ménagers et assimilés approuvé par arrêté du Préfet du Loiret, Préfet de la région Centre du 26 juillet 1996,

VU le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 3 août 1999,

VU le recensement 1994 des sites et sols pollués diffusé par le Ministère de l'Environnement mentionnant le dépôt de boues de station d'épuration exploité par la ville de Vierzon et la dépositrice exploitée par l'entreprise Jean Gesset,

VU le recensement 1996 des sites et sols pollués diffusé par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement et présenté à la presse le 6 novembre 1997, mentionnant le dépôt de boues de la ville de Vierzon et la dépositrice de l'entreprise Gesset,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1942 autorisant M. René FAUCHÉ, entrepreneur de vidanges, à installer un dépôt de matières de vidange à "La Croix Moreau", commune de Vierzon,

VU l'exploitation de ce dépôt par M. CARRÉ en 1956,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 11 octobre 1971 à M. Jean GESSET prenant acte du fait qu'il exploite depuis le 1^{er} avril 1971, en remplacement de M. CARRÉ, le dépôt de vidanges situé au lieu-dit "La Grande Jonchère", chemin de la Croix Moreau à Vierzon, autorisé par arrêté préfectoral du 18 juillet 1942,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1927 autorisant M. Henri NICAULT à exploiter un dépôt de vidange à "La Jonchère" à Vierzon,

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1985 autorisant les établissements Roland Nicault à exploiter une station de transit de déchets industriels composée de deux anciens wagons citernes de 40 m³ sur le territoire de la commune de Vierzon, au lieu-dit "Les Grandes Jonchères" sur un terrain servant de dépositrice depuis de nombreuses années,

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1985 transférant aux établissements Chagnoux SA l'autorisation d'exploiter une station de transit de déchets industriels composée de deux anciens wagons citernes de 40 m³ sur le territoire de la commune de Vierzon, au lieu-dit "Les Grandes Jonchères", sur un terrain servant de dépositrice depuis de nombreuses années,

CONSIDÉRANT que ce site est exploité depuis 1990 par M. Patrick GESSET en dépositrice de matières de vidange,

CONSIDÉRANT que la ville de Vierzon exploite depuis 1985 un dépôt de boues de la station d'épuration à proximité des deux autres installations,

.../...

CONSIDÉRANT que le site de "La Grande Jonchère" à Vierzon regroupe actuellement trois exploitations différentes, mais contiguës :

- une dépositante de matières de vidange exploitée par M. Jean Gesset,
- une dépositante de matières de vidange exploitée par M. Patrick Gesset,
- un dépôt de boues de station d'épuration exploité par la ville de Vierzon,

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1999 prescrivant à la société Patrick Gesset la réalisation d'un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques du site qu'elle exploite au lieu-dit "La Grande Jonchère", chemin de la Croix Moreau à Vierzon,

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 15 mai 2000,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 6 juin 2000,

CONSIDÉRANT que les dangers ou inconvénients engendrés par les activités, objets du présent arrêté au regard des intérêts protégés par l'article 1^{er} de la loi n° 76-663 modifiée du 19 juillet 1976 sont identifiés et prévenus par les précautions prises par l'exploitant ainsi que par les prescriptions imposées par l'arrêté d'autorisation,

CONSIDÉRANT que les responsables de sites pollués recensés, en activité ou non, doivent assurer la mise en sécurité de ceux-ci,

CONSIDÉRANT que la dépositante de matières de vidange exploitée par M. Patrick GESSET sur le site de la "La Grande Jonchère" n'est pas clos et que la présence de matières boueuses et instables peut présenter des risques dans le cas de l'intrusion d'une tierce personne,

CONSIDÉRANT que des aménagements pour garantir la sécurité, en particulier en mettant en place une clôture périphérique et des portails interdisant l'accès au public, doivent être réalisés,

CONSIDÉRANT que l'entreprise Patrick GESSET n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 13 juillet 2000, dans le délai réglementaire de 15 jours,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – La société Patrick Gesset doit mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la mise en sécurité du site qu'elle exploite au lieu-dit "La Grande Jonchère", chemin de la Croix Moreau, sur le territoire de la commune de Vierzon, **dans un délai de 3 mois.**

En particulier, les aménagements suivants doivent être réalisés :

- mise en place d'une clôture grillagée d'une hauteur de 2 mètres pouvant s'opposer à l'intrusion de personnes en périphérie du site, sur les faces non contiguës avec les autres exploitations présentes,
- installation d'un portail au niveau de chaque accès véhicules, fermant à clé,
- mise en place de panneaux interdisant l'accès au public.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté ne dispense pas de la demande de permis de construire par l'article L 421.1 du code de l'urbanisme, si besoin est.

ARTICLE 3 – Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 4 - Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer, ultérieurement, toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

ARTICLE 5 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vierzon et pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions d'octroi de la présente autorisation ainsi que les motifs qui ont fondé la décision et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Vierzon pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif, le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les délais de recours prévus par l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le tribunal administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 8 - Le Secrétaire Général de la préfecture du Cher, le Sous-Préfet de Vierzon, le Maire de Vierzon, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'entreprise Patrick GESSET.

Bourges, le 30 AOUT 2000

Le Préfet,
~~Pour le Préfet et en délégation~~
Pour Le Secrétaire Général, absent
Le Directeur de Cabinet

Signé : Ph. de GESTAS de LESPEROUX

Pour ampliation,

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué

A. Laveau

A. LAVEAU